

Contrats d'électricité à tarification dynamique

Date de la contribution : 15/09/2020

Introduction

En liminaire, Enerplan, syndicat professionnel de l'énergie solaire, tient à rappeler qu'il **salue toute initiative visant à introduire de la flexibilité sur le réseau électrique français**. En effet, les mesures de flexibilisation permettent une meilleure pénétration des énergies renouvelables sur le réseau, et sont donc nécessaires pour répondre à nos ambitions climatiques et aux objectifs de la PPE.

Enerplan accueille alors avec enthousiasme la consultation de la CRE sur les contrats d'électricité à tarification dynamique. En effet, ces contrats représentent une double opportunité : **outils de flexibilisation**, et favorisant donc la pénétration des énergies renouvelables sur le réseau, ils sont aussi l'occasion de créer des incitations pour les consommateurs, leur permettant de s'approprier la transition énergétique, et, *in fine*, d'améliorer l'**acceptabilité** des projets d'énergies renouvelables sur le territoire français.

Par ailleurs, les énergies renouvelables bénéficient de coûts marginaux très faibles. Aussi les prix de marché ont tendance à être plus faibles lorsque les renouvelables sont à leur pic de production. Des offres de tarification dynamique avec un pas de temps suffisamment précis permettraient donc d'encourager leur développement, en faisant **coïncider les pics de production avec des prix de fourniture faibles** incitant les consommateurs à faire coïncider leurs usages électro-intensifs avec ces périodes.

Afin de débloquer tout le potentiel des offres à tarification dynamique du point de vue de la transition énergétique, il sera nécessaire que celles-ci soient **adoptées par une part significative des consommateurs**. De plus, les décalages de consommation qu'elles permettent devront être valorisables par les fournisseurs sur les marchés de l'électricité. Cela sous-entend une modernisation importante des moyens de comptage de la consommation et des systèmes d'information des gestionnaires de réseau ainsi qu'une législation à même de permettre l'émergence d'**offres suffisamment attractives** pour les consommateurs.

Si ce n'est pas son rôle de se prononcer sur la nature des risques associés à de telles offres, Enerplan tient à souligner que des **efforts de pédagogie** importants seront nécessaires de la part des pouvoirs publics et des acteurs du marché pour que ces offres aient un réel impact, qu'elles soient compréhensibles, et que les citoyens-consommateurs s'en saisissent.

Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur l'objectif du développement des offres à tarification dynamique ?

Enerplan est en phase avec l'analyse de la CRE sur l'objectif de développement des offres à tarification dynamique. En effet, ces offres représentent une réelle **opportunité pour la transition énergétique**, car elles mettent en place un système d'incitation pour une consommation d'énergie plus ciblée, notamment aux périodes de moindre prix.

Pour compléter l'analyse de la CRE, Enerplan estime que le développement de ce type d'offres permettrait une **meilleure pénétration des énergies renouvelables**, notamment solaire, avec des incitations à la consommation au cours des pics de production d'énergie solaire permettant de délester le réseau d'éventuelles congestions. Les énergies renouvelables ayant le coût marginal le plus faible sur le marché, les pics de production renouvelable seront accompagnés de prix incitatifs pour les consommateurs. Par ailleurs, les offres à tarification dynamique **permettent aux citoyens-consommateurs de s'approprier la transition énergétique**, en devenant des acteurs directs et concrets de cette transition.

Question 2 : Partagez-vous l'analyse de la CRE quant à l'intérêt des offres à tarification dynamique pour les consommateurs et quant aux risques associés ?

Enerplan

Les citoyens-consommateurs sont de plus en plus conscients des enjeux climatiques et énergétiques. Comme le montre le dernier baromètre de l'ADEME, 94% d'entre eux souhaite voir se développer les énergies renouvelables. En permettant aux consommateurs de faire des économies grâce à des incitations à la consommation à certains moments plutôt que d'autres, les offres à tarification dynamique sont l'occasion de **répondre à une attente forte des consommateurs pour s'approprier la transition énergétique** en les impliquant au quotidien.

Cependant, pour que les offres à tarification dynamique aient un réel intérêt pour les consommateurs, il sera nécessaire de faire preuve de **pédagogie**, pour que les consommateurs se saisissent réellement de ces offres, et les comprennent pleinement. Elles n'auront par ailleurs **aucunement vocation à devenir obligatoires pour l'ensemble des consommateurs**, qui doivent demeurer libres de choisir une offre non-dynamique si celle-ci est en phase avec leur consommation.

De plus, le déploiement des offres à tarification dynamique sera conditionné par un pilotage de la consommation électrique automatisé, intelligent, et réactif à distance à des signaux de prix. Les profils tarifaires aujourd'hui appliqués aux consommateurs au niveau du compteur ne sont pas à même de permettre une réactivité suffisante aux signaux du marché. Il sera nécessaire à ce titre de pouvoir piloter la consommation de certains équipements électriques selon des règles propres aux offres de chaque fournisseur, sous-entendant une **adaptation des modes de comptage et de communication des gestionnaires de réseaux à ce type pilotage**.

Enfin, le coût des éventuelles installations communicantes permettant un pilotage « derrière le compteur » devra par ailleurs être pris en compte lors de la définition des offres à tarification dynamique, dans la mesure où si le temps d'amortissements de ce type d'installation s'avérerait trop important, les offres dynamiques associées perdraient tout leur intérêt.

Question 3 : Comment informer le consommateur des risques associés à une offre à tarification dynamique ? Cette communication doit-elle prendre un format différent selon les catégories de consommateurs visées ?

Question 4 : Quelles pourraient être les modalités de recueil du consentement permettant de répondre aux exigences de la directive ?

Question 5 : Avez-vous connaissance de systèmes équivalents de tarification dynamique dans d'autres secteurs dont il serait possible de s'inspirer ? (par exemple, l'encadrement de la vente de produits financiers) ?

Question 6 : Pensez-vous qu'une offre qui varie selon quelques postes horosaisonniers peut être considérée comme une offre à tarification dynamique ?

Une offre qui varie selon quelques postes horosaisonniers peut dans certains cas de figure être considérée comme « dynamique ». Les offres qui varient selon quelques postes horosaisonniers peuvent correspondre à cette définition à condition de pouvoir faire varier les plages lors desquelles le tarif ne varie pas avec un préavis court répondant à un signal sur le marché. Les offres engloberaient ainsi une **réactivité effective**, avec des tarifs de vente issus d'un signal sur l'équilibre offre-demande sur le marché de l'électricité, en accord avec la directive. La mise en place de telles offres nécessiterait cependant une adaptation importante des procédures de comptages des gestionnaires de réseau et de leurs communications avec les fournisseurs d'électricité.

Question 7 : Pensez-vous que les offres intégrant des pointes mobiles peuvent-elles être considérées comme des offres à tarification dynamique ?

Ce type d'offre ne correspond pas à la définition d'une offre à tarification dynamique. En effet, les pointes ne pouvant pas être déplacées avec un pas de temps suffisamment fin pour répondre à un signal prix, il n'y **pas de réactivité aux variations sur les marchés**, ce qui ne permet pas de les qualifier de « dynamiques » au sens de la directive 2019/944. De plus, la valorisation de ce type d'offre par les fournisseurs sur les marchés semble complexe étant donné leur manque de flexibilité. Elles seraient donc peu à même de constituer une solution de flexibilité suffisante pour permettre une meilleure pénétration des EnR dans le mix électrique.

Question 8 : Quelles caractéristiques devrait avoir une offre répondant à la définition de l'article 11 de la directive 2019/944 ?

Une offre répondant à la définition de l'article 11 de la directive 2019/944 doit inclure une **réponse aux signaux prix du marché**. Cette réponse se veut la plus réactive possible (réaction aux variations dans l'équilibre offre-demande, mais aussi aux congestions sous réserve de structuration de ce marché), et doit donc se situer au niveau de pas de temps le plus précis possible. C'est d'ailleurs le sens de la directive, qui précise que les offres doivent refléter « *les variations de prix sur les marchés au comptant, y compris les marchés journaliers et intrajournaliers, à des intervalles équivalant au moins à la fréquence du règlement du marché* ». Pour garantir la réponse la plus précise et réactive, il faudra alors garantir l'accompagnement de ces offres par **un pas de temps le plus précis possible**, tendant vers le quart d'heure comme le précise la directive.

Par ailleurs, Enerplan estime que ces offres doivent inclure une meilleure prise en compte de la production d'énergies renouvelables, avec une réaction prix, ou un bonus-malus faute d'une tarification carbone plus importante sur le marché de l'électricité. Cela permettra d'inciter les consommateurs à **optimiser les pics de production des renouvelables**, limitant ainsi l'appel de solutions les plus carbonées du mix électrique.

Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les offres utilisant une référence de prix de marché moyennée sur une période longue, par exemple mensuelle ?

C'est un premier pas, mais qui **ne correspond pas aux enjeux du mix énergétique français**. En effet, les offres utilisant une référence de prix de marché moyennée sur une période longue (mensuelle) constituent une réponse adaptée aux mix fortement impactés par des variations saisonnières de production, comme par exemples ceux des pays nordiques, où l'hydroélectricité est omniprésente.

Dans le contexte du mix français et d'un marché relativement volatile à l'échelle mensuelle, et pour que les offres dynamiques soient réellement utiles et valorisables, **un pas de temps plus fin (à la journée au maximum, idéalement à l'heure) est nécessaire**. Cette finesse dans le pas de temps est par ailleurs imposée par les définitions issues du droit européen, comme rappelé plus haut dans cette contribution.

Question 10 : Les offres à tarification dynamique doivent-elles reposer intégralement sur des prix de marché de court terme ?

Les offres de tarification dynamique **ne doivent pas reposer intégralement sur des prix de marché de court terme**. Cette définition serait très restrictive. Il peut y avoir différentes appréhensions : une prise en compte de la variation de la production renouvelable par exemple, ou de gestion de la congestion sous réserve de structuration de ce marché, qui provoque une hausse du coût de transport de l'électricité.

Par ailleurs, on ne peut pas faire reposer intégralement la volatilité des marchés sur les consommateurs. Une offre basée intégralement sur les variations des marchés de gros ne serait pas attractive pour les consommateurs dans la mesure où elle **n'offrirait aucune visibilité sur le prix de leur consommation**. La facturation de ce type d'offre serait par ailleurs très peu lisible. Aussi, l'indexation du tarif de vente d'électricité sur d'autres bases en complément des prix de marché permettrait de diluer la volatilité des prix de gros. Ainsi, les fournisseurs pourraient proposer des offres dynamiques mais offrant des limites et une visibilité quant aux tarifs que le client serait susceptible de rencontrer.

Enfin, une définition reposant intégralement sur des prix de marché de court terme serait restrictive par rapport à la directive européenne en question. En effet, la directive précise (considérant n°37) que les offres de tarification dynamique devront permettre aux consommateurs « d'ajuster leur consommation en fonction de signaux prix en temps réel reflétant la valeur et le coût de l'électricité ou de son transport à des moments différents ». Il convient donc de **laisser aux fournisseurs d'électricité une importante liberté d'interprétation** de cette règle, leur permettant de proposer des offres répondant le plus précisément possible aux attentes des consommateurs.

Enerplan

Question 11 : Quelles difficultés les fournisseurs pourraient-ils rencontrer dans la construction d'offres de marché reflétant les variations des prix de marché de court terme ? Identifiez-vous des contraintes opérationnelles ?

Les offres à tarification dynamique, afin d'être valorisables sur les marchés par les fournisseurs et de réellement constituer une solution de flexibilité sur les marchés électriques, devront être adoptées en masse pas les consommateurs. A ce titre, la transposition par la France de la directive sur le marché intérieur de l'électricité doit se faire dans l'optique de rendre possible une **commercialisation attractive de ces offres pour les consommateurs**. Comme mentionné précédemment, une offre aux tarifs trop volatiles ne sera pas attractive pour les consommateurs. Il convient donc de permettre aux fournisseurs de proposer des offres claires associées à une facturation lisible. Une offre proposant des plages horaires aux bornes mobiles au sein desquelles les tarifs demeureraient fixes seraient à même de répondre à cet impératif de visibilité tout en fournissant un service de décalage de la consommation valorisable sur les marchés par les fournisseurs et en permettant aux consommateurs d'être acteurs à part entière de la transition énergétique.

D'autre part, il semblerait que les mécanismes de comptage et les systèmes informatiques actuellement utilisés par les gestionnaires de réseau ne soient pas à même de permettre la mise en place d'offres suffisamment réactives pour respecter la directive sur le marché intérieur. Il convient donc pour ces gestionnaires de lancer des **campagnes de modernisation à même de permettre ces offres** au plus vite. De cette manière, les offres à tarification dynamique ne connaîtront pas d'entraves liées à leur intégration au réseau, pourront se développer sur le marché de la fourniture d'électricité rapidement et représenter une solution de flexibilité véritablement utile à une pénétration accrue des EnR sur le réseau.

Question 12 : Quel serait le temps nécessaire au développement et à la proposition de telles offres par les fournisseurs ?